

L'un des phénomènes les plus remarquables auxquels nous avons pu assister ces dernières années a été l'avènement du pouvoir des peuples, le développement d'une société civile mondiale, la volonté et la capacité qu'ont les citoyens de faire rendre des comptes à leur gouvernement. En 2007, nous l'avons vu très clairement à la manière dont les avocats au Pakistan, ou encore les citoyens ordinaires au Myanmar et en Afrique, ont manifesté leurs exigences. D'une part, nous avons constaté les manquements des gouvernements et, d'autre part, nous avons vu des gens qui exigeaient le respect des droits fondamentaux et, par conséquent, le respect de l'obligation de rendre des comptes. Cette demande s'amplifie et les gouvernements ont beaucoup à perdre s'ils décident de l'ignorer.